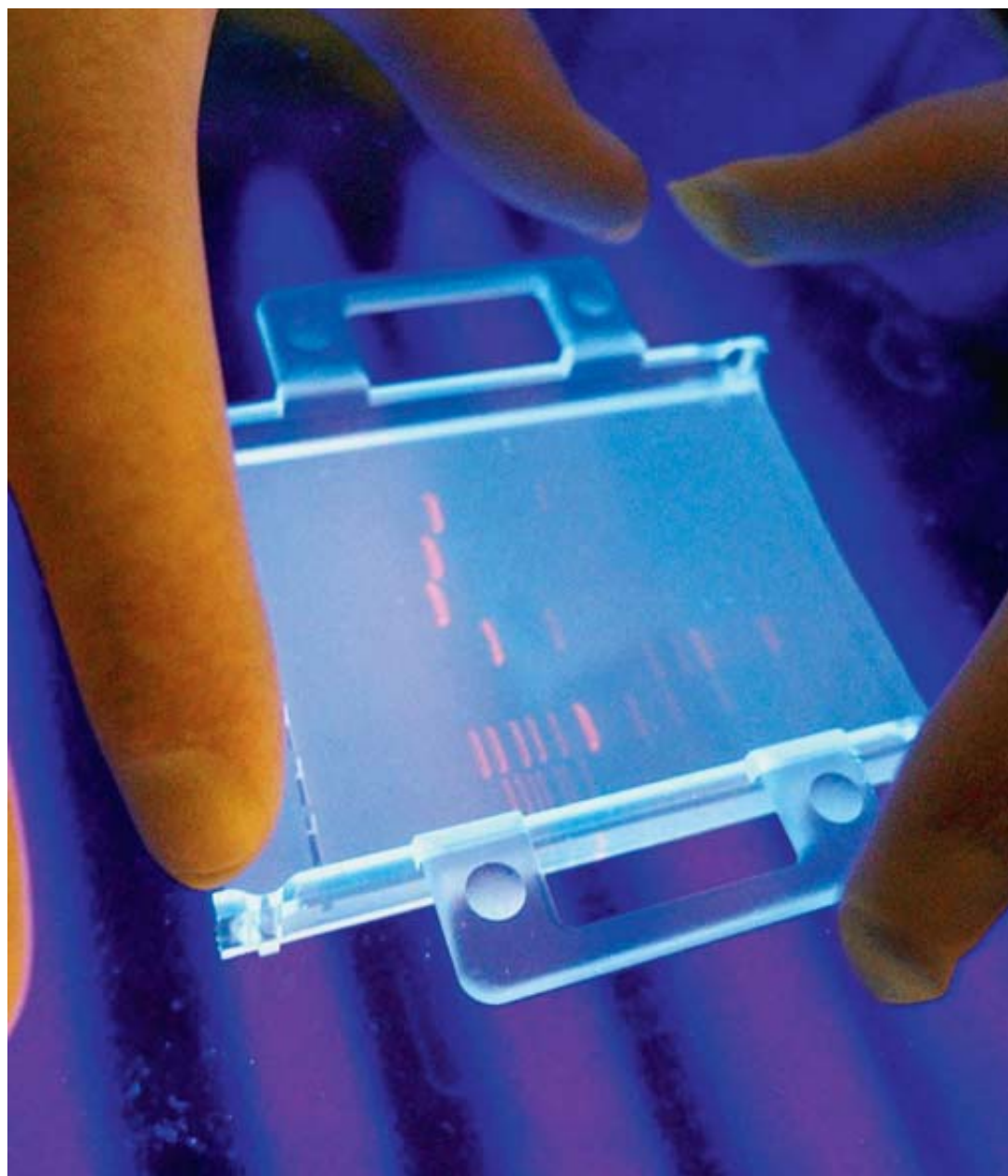


Vers des tests génétiques «lifestyle»

MÉDECINE Le Parlement s'apprête à élargir la loi sur les analyses d'ADN.

PAR SANDRINE HOCHSTRASSER



Êtes-vous plutôt du type sprinter ou marathonnien? Avez-vous une prédisposition aux lésions du tendon? Et quel type d'alimentation est le plus adapté à votre organisme? Une partie de ces réponses se trouve inscrite au plus profond de votre chair: dans votre ADN. Plusieurs cabinets médicaux et instituts de beauté en Suisse romande ont flairé le filon. Ils proposent des tests génétiques pour façonner des entraînements sportifs sur mesure. Les clients peuvent acheter également des analyses génétiques «Detox» ou «Gestion du poids» pour connaître leurs dispositions à absorber et éliminer certains nutriments. Plus besoin d'envoyer les échantillons de salive aux Etats-Unis pour sonder le génome dans le but d'optimiser sa santé. Des laboratoires médicaux, comme Unilabs ou Gene Predictis, s'en chargent en Suisse.

Révision législative

Le docteur Pierre-Alain Menoud, responsable de la génétique pour les laboratoires Unilabs, les surnomme d'un ton espiègle «les analyses ésotériques». Il les a intégrées dans son vaste catalogue d'analyses génétiques médicales – habituellement orientées vers les mala-

dies rares et la caractérisation des tumeurs – pour «répondre à une demande qui augmente chaque année», souligne-t-il. Le généticien reçoit désormais plusieurs centaines d'échantillons de ce type par année, de la part de médecins qui se lancent dans «la médecine du bien-être». Ou de la part de toubibs, pressés par leurs patients qui

“
C'est une ouverture positive... Si les résultats sont bien expliqués aux patients!”

PIERRE-ALAIN MENOUD
LABORATOIRES UNILABS

sont prêts à déboursier (de leur poche) de 200 à 800 francs pour connaître «leurs aptitudes idéales». Ces analyses «lifestyle» sortaient jusqu'ici du radar des autorités fédérales. Mais le Conseil national discute aujourd'hui même d'une révision législative pour les encadrer. Le Parlement s'apprête d'ailleurs à leur octroyer quelques souplesses, au niveau des prescriptions. A l'heure actuelle, seuls les médecins sont autorisés à demander des tests génétiques, dans

l'univers des soins. «Les instituts esthétiques doivent ainsi se doter de médecins référant pour les commander», précise Pierre-Alain Menoud. A l'avenir, les analyses génétiques «en dehors du domaine médical» – qui ne fournissent aucun renseignement sur une maladie – pourront être prescrites par d'autres professionnels de la santé, tels que les diététiciens ou les phytothérapeutes. «C'est une ouverture positive... si les résultats sont bien expliqués aux patients!», tempère Pierre-Alain Menoud. Dans ce domaine, les sous-titres sont cruciaux: «L'analyse de l'ADN ne donne que les prédispositions. Le mode de vie, l'alimentation, l'environnement sont tout aussi importants. Ils font varier l'expression des gènes», rappelle-t-il.

Distinction délicate

Joëlle Michaud, directrice scientifique de Gene Predictis à Lausanne, ne se montre guère enthousiaste: «Nous avons toujours travaillé avec les médecins, qui sont tenus d'expliquer les résultats et conseiller les patients en connaissant l'entier de leur dossier. Même si la loi est assouplie, il est peu probable que nous changions notre pratique. Sans compter que la distinction entre les tests médi-

caux ou non médicaux va être délicate à opérer» redoute-t-elle. Certains tests se situent en effet à la frontière entre la médecine et le mode de vie. A quelle catégorie appartiennent, par exemple, les intolérances alimentaires? Ou la gestion du poids? «La question doit être tranchée au cas par cas», répond l'Office fédéral de la santé publique (OFSP). «Tout dépend de l'intention, des informations qui seront livrées avec les résultats. Si l'objectif est simplement de contrôler sa ligne, le test n'est pas médical. Mais si le but est de traiter un problème d'obésité, l'analyse doit être prescrite par un médecin.»

Laboratoires encadrés

A ce jour, 69 laboratoires sont accrédités en Suisse pour réaliser des tests génétiques médicaux. La majorité d'entre eux restent réfractaires à ces tests «lifestyle».

69

laboratoires

Le nombre d'établissements accrédités, en Suisse, pour réaliser des tests génétiques médicaux. La plupart sont réfractaires à ces tests ADN «lifestyle» qui commencent à avoir du succès.

Et ils s'inquiètent de voir apparaître des règles plus souples pour cette catégorie. «C'est très délicat. Même en regardant un gène «anodin», qui donne la couleur des yeux, on peut dépister une maladie génétique très lourde!», critique Thomas Von Känel, chef du service de génétique médicale des Hôpitaux valaisans, par ailleurs coprésident de la Société suisse de génétique médicale.

D'autant qu'avec la technologie actuelle – le séquençage à haut débit –, une grande partie du génome peut être séquencée à chaque analyse. «La machine analyse 4800 gènes d'un coup, même si la demande ne porte que sur un ou deux gènes», corrobore Pierre-Alain Menoud. «A nous, ensuite, de regarder uniquement ce qui a été demandé. C'est la responsabilité du laboratoire! Nous supprimons automatiquement toutes les informations qui n'ont pas été demandées par le médecin.»

Un nouveau programme économique



SOCIALISTES

Programme économique au cœur des débats.

Le PS élabore son nouveau programme économique appelé «Economie 4.0 – Pour tous, sans privilèges». Il a été le point fort de l'assemblée du parti, samedi à Altdorf, où 60 motions ont été déposées et discutées par les délégués en vue du prochain congrès qui se prononcera sur la version finale de ce nouveau concept. Le nouveau programme économique doit remplacer celui qui avait été adopté en 2006. La discussion qui a eu lieu à Altdorf est un «arrêt intermédiaire». Le document, élaboré par des groupes de travail, avec la participation des membres du parti, sera soumis au congrès de décembre prochain pour un débat et une adoption finale. Le nouveau concept économique tente de répondre aux défis que représentent la numérisation de l'économie et la globalisation. Il essaie de trou-

ver des moyens de concilier croissance et protection du climat. «Economie 4.0» veut donner des réponses à l'aide de 18 thèses regroupées en trois thématiques: investissements, règles équitables et cogestion.

Dans le domaine des investissements, le PS veut des conditions de travail correctes, un fort pouvoir d'achat et des infrastructures modernes. Il envisage notamment de développer la formation et de réduire le temps de travail. En matière de règles équitables, le parti veut imposer le revenu des sociétés, le revenu du capital et les opérations financières. Il demande une lutte contre l'évasion fiscale internationale et un affranchissement de la dépendance à l'égard des énergies fossiles. S'agissant de cogestion, le PS veut renforcer et développer les services publics, promouvoir une économie durable et organiser démocratiquement un commerce solidaire. Il souhaite aussi favoriser une communauté mondiale démocratique. **ATS**

GENÈVE

Des aigles pour contrer les drones

Après les chiens et les chevaux, la police genevoise compte un nouvel animal dans ses rangs: l'aigle. Deux jeunes rapaces sont en dressage auprès d'un fauconnier pour apprendre à intercepter les drones indésirables. Les deux aigles devraient être opérationnels cette année. **ATS**

AVANT 1950, PRÈS DE 250 INTOXICATIONS

MERCURE Des intoxications au mercure d'employés de l'entreprise de spécialités chimiques Lonza, en Haut-Valais, ont été signalées avant 1950. Une enquête basée sur le rapport d'investigations historiques et d'autres documents évoque 250 cas. C'est une enquête menée par la RTS, «Le Nouvelliste», le «Walliser Bote» et «Le Temps» qui révèle les chiffres. Lonza a reconnu, samedi, ce minimum de 250 cas, attestés par une historienne. Dans la région de Viège, une centaine de parcelles en zone d'habitation ont été contaminées par les déversements de mercure de la Lonza entre les années 1930 et 1970. Durant 40 ans, la Lonza a rejeté ses eaux industrielles chargées en mercure dans un canal. **ATS**